

doter toutes les villes d'une population de 20,000 âmes et plus d'une bibliothèque de cinq millions de dollars et d'une université de dix millions de dollars. Avec le reste on aurait pu créer un fonds qui, à un intérêt de 5 p. 100, permettrait de verser \$1,000 par année à 125,000 instituteurs et à 125,000 gardes-malades. J'oserai même l'affirmer, si cet argent avait été utilisé à cette fin, nous n'aurions pas eu une guerre mondiale et, au lieu d'un enfer sur la terre nous aurions maintenant comme un paradis de magnifiques foyers.

Une autre contribution importante que le Canada pourrait faire à la cause de la paix universelle, ce serait de démontrer qu'un pays devient prospère, non pas du fait que ses exportations excèdent ses importations, mais bien parce qu'il est en mesure de distribuer un aussi fort volume de sa production que la population est disposée à consommer quitte à n'exporter que le surplus réel de ce qu'il produit; en retour, il faudrait que ses importations fussent égales à la valeur du surplus de production qu'il exporte. Si le Canada donnait un démenti à la soi-disant politique de la balance favorable de commerce et à la nécessité de lutter et de se faire concurrence pour s'assurer les marchés étrangers, il aurait donné aux autres pays de l'univers un leçon qu'il ne saurait ignorer. Puisque nous aurions observé à la nécessité de prendre d'assaut les marchés étrangers, il ne serait plus nécessaire d'avoir de nombreuses armées et de puissantes flottes de guerre pour défendre ces débouchés étrangers si chèrement acquis et tenir ouvertes contre tous venants ces précieuses routes commerciales. Le commerce des fabricants d'armements disparaîtrait faute de commandes. Lorsque les réformes que j'ai préposées auront été accomplies, une collaboration harmonieuse entre toutes les nations du monde remplacera la défiance et le soupçon. C'est alors et seulement alors que la paix régnera ici bas.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'ajouterais ceci: Que les prérogatives de la couronne soient rendues au Parlement et, du fait de l'exercice de ces pouvoirs, les peuples des autres pays du monde se rendront compte que le Canada possède le plus grand nombre de belles habitations eu égard au chiffre de sa population. Que l'on sache que les citoyens du Canada constituent le peuple le plus éclairé, le plus sain et le plus heureux au monde et il ne s'écoulera guère de temps avant que les populations des autres pays obligent leurs gouvernements à inaugurer une politique semblable à celle du Canada et à éviter ainsi une catastrophe universelle.

Si le gouvernement libéral avait accompli, l'année dernière, les choses qu'il a fait mi-

roiter aux yeux de la population canadienne, nul doute que nous récolterions à cette heure les fruits d'une pareille politique. Cependant, étant donné que le Gouvernement s'est abstenu de remettre le gouvernement en possession de son droit sacré et souverain et, qu'il nous propose de financer les préparatifs de guerre à l'aide d'emprunts, je voterai à l'appui de l'amendement.

(Texte)

M. MAURICE BRASSET (Gaspé): Monsieur l'Orateur, après les nombreux discours que nous avons entendus dans cette Chambre, je ne me propose pas de parler très longtemps sur cette question. Je voudrais simplement dire pour quelle raison je voterai demain contre la motion de l'honorable député de Vancouver-Nord (M. MacNeil) et pour quelle raison je voterai aussi pour les armements qui nous sont proposés par le gouvernement actuel.

Monsieur l'Orateur, j'ai longtemps hésité avant de prendre cette décision. Je recevais de partout, mais surtout des grandes villes, des résolutions de gens qui prétendaient vouloir dicter leur vote aux députés de cette Chambre et je me demandais moi-même si l'augmentation des montants qui nous était demandée était réellement nécessaire pour assurer la sécurité de notre pays. Cependant, les arguments apportés par ceux qui ont parlé dans cette Chambre contre l'augmentation des armements, de même que les résolutions que je recevais, ne m'ont pas convaincu, non plus, que le vote que le Gouvernement nous demande n'est pas nécessaire.

J'ai plus confiance, monsieur l'Orateur, en des gens comme le très honorable premier ministre (M. Mackenzie King), en des gens comme le leader de la province de Québec, l'honorable ministre de la Justice (M. Lapointe), comme le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie) qu'en toutes ces sociétés qui nous demandent de voter sur une question qu'elles ne connaissent même pas. D'ailleurs, les associations qui nous ont érit et qui nous ont demandé de voter, parmi les plus sérieuses, n'ont pas demandé de voter contre les armements actuels. J'ai ici entre les mains une résolution passée par la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui nous demande de voter simplement afin que les dépenses nécessaires soient employées pour la défense proprement dite du Canada, dans ses limites territoriales. Quant à moi, ce que l'on nous a demandé de voter, c'est simplement pour la défense territoriale du Canada, et l'on ne nous a pas demandé un seul sou pour la défense de l'Empire. D'ailleurs, on nous a dit que nous avions besoin de moderniser nos armements. On nous a dit qu'il nous fallait